

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Agence Régionale pour l'Orientation, la Formation et l'Emploi
CAP METIERS Nouvelle Aquitaine
Centre régional Vincent Merle
102 avenue de Canéjan 33600 PESSAC**

**Programme régional de professionnalisation des acteurs de
l'orientation, de la formation, de l'insertion et de l'emploi
ParcoursPro - Année 2026**

Règlement de consultation (RC) MAPA-2026-PARCOURS PRO

DATE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS Le 10/09/2026 à 12H00

**Pour toute question avec CAP METIERS avant la remise des plis,
les candidats peuvent utiliser le lien « *Correspondre avec l'acheteur* » - **
présent en face de l'intitulé du marché sur la plateforme de dématérialisation



Questions posées jusqu'au 22 août 2025



**Réponses aux questions par Cap Métiers :
du 26 juin au 17 juillet
et du 18 août au 29 août 2025**



102 avenue de Canéjan - 33600 Pessac
cap-metiers.pro | cap-metiers.fr

MODALITES DE SIGNATURE DE L'OFFRE

Conformément au code de la commande publique et à la volonté de simplification de CAP METIERS Nouvelle-Aquitaine, la signature de l'offre n'est plus obligatoire lors du dépôt de votre pli.

Vous devez remettre un pli dématérialisé, avec ou sans signature électronique.

Les pièces remises non signées seront réclamées après attribution pour permettre le montage et la signature du marché (voir règlement de la consultation).

Les pièces à signer seront :

- **l'Acte d'engagement et son annexe, le Bordereau de Prix Unique (2 dans le cas d'un lot avec plusieurs prestations)**
- **la clause de confidentialité**
- **la Déclaration de sous-traitance**, le cas échéant
- en cas de groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

SOMMAIRE

1.	OBJET DE LA CONSULTATION	2
1.1.	Objet	2
1.2.	Identification du pouvoir adjudicateur	2
1.3.	Lieu d'exécution	2
1.4.	Durée du marché	2
1.5.	Modification de la consultation	2
	1.5.1 acte modificatif	2
	1.5.2. services supplémentaires	2
2.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1.	Etendue et mode de la consultation	3
2.2.	Décomposition en tranches	3
2.3.	Décomposition en lots	3
2.4.	Emission des bons de commande	3
2.5.	Variante obligatoires	3
2.6.	Variante à l'initiative du candidat	3
2.7.	Complément à apporter au CCTP	3
2.8.	Modification de détail au dossier de consultation	3
2.9.	Délai de validité des offres	4
2.10.	Dossier de consultation des entreprises	4
2.11.	Retrait du dossier de consultation des entreprises	4
3.	PRESENTATION DES DOSSIERS (CANDIDATURE ET OFFRE)	4
3.1.	Renseignements relatifs à la candidature	4
3.2.	Renseignements relatifs à l'offre	5
4.	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	5
5.	EXAMEN DES DOSSIERS (CANDIDATURE ET OFFRE)	6
5.1.	La candidature	6
5.2.	L'offre	6
	5.2.1 l'examen de l'offre : vérification, contrôle et conformité	6
	5.2.2 renseignements sur l'offre (confirmation, compléments)	6
	5.2.3 Négociations	7
	5.2.4 critères d'attribution	7
6.	PIECES A PRODUIRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE	8
6.1.	Production des pièces par le(s) candidat(s)	8
6.2.	Mutualisation des pièces par le pouvoir adjudicateur	8

1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. Objet

La présente consultation concerne les 29 actions de formation et le webinaire qui constitueront le programme régional de professionnalisation des acteurs de l'éducation, de la formation, de l'orientation, de l'insertion et de l'emploi, Parcourspro, pour l'année 2026. Elle prend en compte les besoins en compétences des professionnels selon leur activité principale.

1.2. Identification du pouvoir adjudicateur

L'Agence régionale pour l'orientation, la formation et l'emploi (AROFE) Cap Métiers Nouvelle-Aquitaine est le Carif-Oref de Nouvelle-Aquitaine. Financé par l'Etat et la Région Nouvelle-Aquitaine. Entre autres missions, l'agence accompagne les professionnels de la formation, de l'orientation, de l'insertion et de l'emploi à travers un programme régional annuel de professionnalisation appelé ParcoursPro. Le programme offre aux acteurs la possibilité de se rencontrer, d'échanger et de partager leurs pratiques. Les actions de formation proposées doivent leur permettre d'acquérir de nouvelles compétences et/ou de se perfectionner dans leurs pratiques quotidiennes, facilitant leur maintien dans l'emploi et leur mobilité professionnelle ainsi que d'améliorer les services proposés aux usagers.

Cette offre se veut complémentaire à celle mise en œuvre par les employeurs dans le cadre de leurs obligations en matière de formation et par leurs réseaux.

Elle s'inscrit dans les missions de la direction « Services aux professionnels orientation formation emploi » de Cap Métiers. Elle est financée par l'Etat et la Région Nouvelle-Aquitaine.

1.3. Lieu d'exécution

En cas de formation en présentiel ou mixte (à distance + présentiel), le ou les lieux d'exécution prévisionnel.s de la formation sera/seront mentionné.s dans le.s bon.s de commande. Les formations auront lieu sur le territoire néo-Aquitain. Le ou les lieux **prévisionnels** sont précisés pour chacun des lots dans l'annexe 1. Ils pourront faire l'objet de modifications en cas de difficulté d'inscription sur un territoire ou d'ajout de sessions par bon de commande.

1.4. Durée du marché

Les prestations débutent le 01/01/2026, elles prendront fin au 31/12/2026

1.5. Modification de la consultation

1.5.1 ACTE MODIFICATIF

Les prestations, objets du marché, peuvent être modifiées lorsque le montant de la modification est inférieur à 10 % du montant du marché initial pour les marchés des fournitures et/ou services.

1.5.2. SERVICES SUPPLEMENTAIRES

Des services supplémentaires non prévus, allant au-delà du contenu du marché initial, mais rendus nécessaires lors de l'exécution du marché, pourront faire l'objet d'un acte modificatif conformément aux dispositions de l'article R.2194-3 et dans la limite des 50 % du montant initial du marché. Ce seuil est apprécié pour chaque modification.

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Etendue et mode de la consultation

La présente consultation relève d'une procédure adaptée, conformément aux articles R2123-1 à R2123-8 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est passé sous forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

L'accord-cadre issu de chaque lot pourra être conclu :

- avec une seule entreprise,
- avec des entreprises formant un groupement, l'une d'entre elles étant désignée dans l'acte d'engagement comme mandataire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Dans le cadre d'un groupement d'entreprises conjoint, l'article « répartition des prestations entre les membres du groupement » de l'Acte d'Engagement doit être complété en indiquant le montant à régler à chacun des cotraitants.

2.2. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

2.3. Décomposition en lots

Le présent marché est décomposé en **29 lots**. Un des lots porte sur deux actions. **Le détail des lots se trouve dans l'annexe 1.**

Les prestations rattachées à ce marché sont définies dans l'annexe 1 et par le CCTP.

2.4. Emission des bons de commande

Les prestations du présent marché seront à réaliser suite à l'envoi d'un bon de commande au titulaire conformément aux articles R2162-1.

L'accord-cadre est passé sans montant minimum mais avec un montant maximum de 150 000 € TTC sur la durée totale du marché (1 an).

2.5. Variantes obligatoires

Sans objet.

2.6. Variantes à l'initiative du candidat

Les variantes sont autorisées sous réserve que la demande de base soit également traitée.

2.7. Complément à apporter au CCTP

Les candidats retenus ne sont pas autorisés à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.8. Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

2.10. Dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation est composé des éléments suivants :

- Le présent règlement de consultation (RC),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 2 annexes : le détail des lots et la clause de confidentialité
- Le cadre de valeur technique
- L'acte d'engagement et son annexe, le bordereau de prix unique (BPU)

2.11. Retrait du dossier de consultation des entreprises

Les soumissionnaires doivent télécharger le dossier de consultation des entreprises (DCE) dans son intégralité sur le site de l'AMPA (<https://demat-ampa.fr>)

- sous forme dématérialisée,

Cap Métiers Nouvelle-Aquitaine informe les candidats qu'aucun DCE ne sera transmis :

- Par télécopie
- Sous forme d'un échange électronique (courriel)
- Sur support physique (CD, USB, DVD)

3. PRESENTATION DES DOSSIERS (candidature et offre)

Les dossiers sont rédigés en langue française, conformément à la loi 94-665 du 4 août 1994.

Le pli doit comprendre respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre dont le contenu est décrit ci-après.

3.1. Renseignements relatifs à la candidature

❶ Le formulaire DC1 complété.

Les formulaires DC1 et DC2, ainsi que leurs notices sont téléchargeables ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- ❷ **Pouvoir** daté et signé en original par le représentant légal autorisant le signataire à signer tous les documents relatifs au marché.

❸ Le formulaire DC2 complété

ou des documents mentionnant les informations demandées ci – dessous :

- Déclaration concernant le **chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices clos.

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire les renseignements permettant de justifier sa capacité financière, il peut prouver sa capacité par tout autre document équivalent.

- En cas de redressement judiciaire, **copie du ou des jugements** prononcés à cet effet.
- Déclaration indiquant les **moyens du candidats** (humains et techniques).
- **Présentation d'une liste de missions de même nature**, exécutées au cours des trois dernières années,
- **Certificats de qualifications professionnelles.**

Le candidat au présent marché doit répondre aux obligations de qualité prévues par le code du travail. Il doit justifier être détenteur de **la certification qualité Qualiopi** ou certification équivalente délivrée par un organisme accrédité ou une instance de labellisation (**copie du document attestant de la certification qualité**).

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature : la production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités financières, professionnelles et techniques.

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Enfin, selon les dispositions de l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen en lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de leurs capacités. Dans ce cas, il est précisé que le pouvoir adjudicateur peut demander aux candidats ou aux soumissionnaires, à tout moment de la procédure, de fournir tout ou partie des preuves de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leur capacité économique et financière et de leurs capacités techniques et professionnelles, si cela est nécessaire au bon déroulement de la procédure.

3.2. Renseignements relatifs à l'offre

❶ Un acte d'engagement (AE)

L'indication d'une adresse mail valide est obligatoire. Cette adresse sera utilisée pour les échanges et la correspondance avec l'entreprise pendant la procédure du marché.

Dans le cadre d'un groupement d'entreprises conjoint, l'article « répartition des prestations entre les membres du groupement » de l'Acte d'Engagement doit être complété en indiquant le montant à régler à chacun des cotraitants.

Cet acte d'engagement est accompagné éventuellement des actes spéciaux (DC4) pour les sous-traitants qui y sont désignés. Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat doit indiquer sur l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter.

❷ et son annexe, la proposition de prix du candidat remise via le **BPU - bordereau de prix - pour chaque formation** auquel le candidat répond. Le tarif sera relatif à une session et distinguera ce qui relève de l'animation, et ce qui relève de l'ingénierie (facturable sur la première session uniquement). Les frais de déplacement seront renseignés y compris pour les lieux prévisionnels n'étant pas mentionnés dans l'annexe 1, ces lieux étant bien « prévisionnels » mais pouvant être amenés à être modifiés au moment de la programmation ou une session non mentionnée pouvant être mobilisée.

❸ La réponse technique du candidat remise via le cadre de réponse valeur technique, pour chaque action, ainsi que les CV des intervenants.

Les candidats peuvent fournir tout élément supplémentaire qu'ils jugeraient utiles en plus du cadre de réponse cité ci-dessus.

4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les candidats doivent répondre obligatoirement par voie électronique à la présente consultation et ce conformément aux dispositions des articles R. 2132-7 et suivants du Code de la commande publique.

La transmission des plis papiers et/ou sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, Clé USB,...) n'est pas autorisée. A l'exception de la copie de sauvegarde qui est une copie des données fournies sur un support distinct et distant de l'ordinateur porteur des données.

Cette copie est effectuée pour mettre un exemplaire des données en sécurité

Modalités d'envoi et de remise des plis

Les réponses à la consultation devront impérativement être déposées en version dématérialisée, sur AMPA.

Les réponses doivent intervenir avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent document.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement :

- les **pièces de la candidature**,
- les **pièces de l'offre, nommées par lot**, définies au présent règlement de la consultation.

Une fois déposée, les offres ne peuvent plus être retirées mais peuvent être remplacées par une nouvelle dans le délai de mise en concurrence. Le candidat reste tenu par son offre finale pendant tout le délai de validité des offres.

Chaque transmission fera l'objet d'un accusé de réception électronique.

5. EXAMEN DES DOSSIERS (candidature et offre)

5.1. La candidature

En cas d'absence de l'une des pièces demandées à l'article 3, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats concernés de compléter leur candidature dans un délai maximum de 10 jours à compter de la demande de complément.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de contrôler et faire compléter les pièces de la candidature au moment de l'attribution du marché.

En cas d'utilisation de cette possibilité, les conditions de production de documents seront identiques à celles définies à l'article 6 du présent Règlement de la consultation.

Ne sont pas admis :

- les candidats qui ne remplissent pas les conditions d'accès à la commande publique,
- les candidats ayant connu des manquements ou des désordres constatés par l'application de pénalités, de dommages et intérêts et/ou la résiliation pour faute d'un marché lors des 3 années précédentes et qui ne sont pas en mesure de prouver, après demande du pouvoir adjudicateur, de capacités nouvelles ou suffisantes pour éviter les manquements ou désordres à l'origine de l'application de pénalités, de dommages et intérêts et/ou d'une résiliation pour faute.
- Dans le cas particulier des groupements, l'ensemble des alinéas ci-dessus s'applique individuellement à tous les membres du groupement. L'irrecevabilité de la candidature de l'une des entreprises entraîne de fait celle du groupement entier.
- Les candidats ne présentant pas les niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières suffisants (appréciation globale en cas de groupement) ou les certifications requises (Qualiopi).

5.2 L'offre

5.2.1 L'EXAMEN DE L'OFFRE : VERIFICATION, CONTROLE ET CONFORMITE

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant aura en charge la vérification et le contrôle de la conformité des pièces de l'enveloppe offre.

5.2.2 RENSEIGNEMENTS SUR L'OFFRE (CONFIRMATION, COMPLEMENTS)

Après l'ouverture des plis, le pouvoir adjudicateur pourra adresser des demandes de renseignements aux candidats, en cas d'incohérences ou d'incompréhensions sur l'offre et/ou suite au contrôle réalisé dans le cadre de l'article R. 2111-7, lorsque la candidature est conforme et l'offre contient à minima l'acte d'engagement complété.

Ces demandes se feront obligatoirement depuis le profil acheteur : Portail des marchés publics (demat-ampa.fr)

Les candidats disposeront d'une date limite de réponse, fixée par l'organisme, pour formuler leurs réponses complémentaires.

Ces réponses se feront obligatoirement par écrit, tel que stipulé dans la demande invitant les opérateurs économiques à préciser/compléter leur offre.

En cas de non-réponse dans les délais, le pouvoir adjudicateur retiendra, de droit, les conditions arrêtées dans les offres initiales ou précédentes des candidats pour établir son comparatif, ou appliquera les modalités d'élimination éventuellement prévues dans la demande.

5.2.3 NEGOCIATIONS

Après l'ouverture des plis, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec les candidats dont la candidature est conforme.

Ces négociations se feront obligatoirement par écrit.

Les candidats disposeront d'une date limite de réponse, fixée par le pouvoir adjudicateur, pour modifier éventuellement leur offre.

Ces réponses se feront obligatoirement par écrit, tel que stipulé dans la demande invitant les opérateurs économiques à négocier.

En cas de non-réponse dans les délais, le pouvoir adjudicateur retiendra, de droit, les conditions arrêtées dans les offres initiales ou précédentes des candidats pour établir son comparatif.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recevoir le candidat lors de ces phases de négociations.

5.2.4 CRITERES D'ATTRIBUTION

Le nombre de lots pouvant être attribué à un même candidat est de **4 LOTS maximum**.

L'attribution s'effectuera selon le classement réalisé par application des critères de sélection pondérés mentionnés ci-dessous.

Si une entreprise devait, à l'issue de l'application des critères de pondération, être en tête sur au moins cinq lots, quatre d'entre eux lui seraient attribués, en fonction des écarts entre sa note et celles des candidats arrivés en seconde position. Le candidat le plus proche en termes de notation, se verrait attribuer le cinquième lot. Ce processus s'appliquera de la même façon si le cas se présente pour l'attribution des autres lots.

Cette procédure d'attribution sera appliquée sous réserve d'un nombre suffisant d'offres pour chaque lot.

Dans le cas contraire, un candidat pourra se voir attribuer plus de 4 lots si son offre est la seule à avoir été déposée pour un ou plusieurs lots, ou si les écarts entre ses propositions et les secondes étaient supérieures ou égales à 10 points, sous réserve de garanties et de capacités suffisantes à la réalisation de l'ensemble des prestations qui lui seraient attribuées. Dans le cas contraire, le ou les lots concernés seront déclarés infructueux et une nouvelle procédure marché sera réalisée.

L'offre la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

❶ **le prix des prestations au vu du BPU (moyenné par action) : 20%**

❷ **la valeur technique de l'offre, jugée au travers du cadre de valeur technique ou équivalent (moyenné par action): 80%**

- | | |
|---|--------|
| • Modalités et organisation pédagogiques | sur 50 |
| • Qualités des intervenants | sur 20 |
| • Préparation et mobilisation sur l'action de formation | sur 10 |

En cas d'ex aequo sur la note totale de la pondération, le classement sera établi par rapport au critère de pondération dont le pourcentage est le plus important. (Ex : sur une pondération, 80% valeur technique et 20% prix, en cas d'ex aequo sur la pondération totale, le candidat ayant la meilleure note sur le critère valeur technique sera mieux classé).

6. PIÈCES A PRODUIRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

6.1. Production des pièces par le(s) candidat(s)

Le candidat dont l'offre a été retenue (et le cas échéant, chaque co-traitant) devra fournir impérativement, dans un délai maximum fixé dans le courrier/mail du pouvoir adjudicateur l'avisant que son offre est retenue,

- ❶ Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses **obligations fiscales et sociales durant l'année écoulée**, à savoir :
 - du formulaire Cerfa n° 3666 relatif aux attestations fiscales,
 - des attestations sociales délivrées par les administrations compétentes (URSSAF, MSA...)
 - du certificat de congés payés, le cas échéant.
- ❷ Les **attestations d'assurance** en responsabilité civile et décennale en cours de validité.
- ❸ Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis), ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription, **de moins de 3 mois**.
- ❹ **Le logo de la structure au format png** (qui sera reportée sur le kit communication)

Dans le cas contraire, son offre serait rejetée et sa candidature éliminée. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne serait sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Le candidat dont l'offre a été retenue produira également les pièces prévues aux articles R.324-4 ou R.324-7 du code du travail : ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

6.2. Mutualisation des pièces par le pouvoir adjudicateur

Dans le cas où le(s) candidat(s) aurait(ent) remis les documents mentionnés à l'article 6.1 lors d'une précédente consultation du présent marché, et à la condition que ces pièces soient toujours en cours de validité et datent de moins de 6 mois, Cap Métiers pourra les utiliser sans les redemander au(x) candidat(s) concerné(s).

Dans le cas contraire, les conditions de remise des documents de l'article 7.1 seront appliquées.